

PROPOSITION D'ASSURANCE BEAZLEY BREACH RESPONSE (BBR) - QUEBEC

Assurance de la sécurité de l'information et de la protection de la vie privée avec services d'intervention en cas d'atteinte à la vie privée

AVIS: LES GARANTIES A., C., D. ET E. DE LA PRÉSENTE POLICE OFFRENT UNE ASSURANCE SUR LA BASE DES RÉCLAMATIONS PRÉSENTÉES ET DÉCLARÉES, ET S'APPLIQUENT UNIQUEMENT AUX RÉCLAMATIONS PRÉSENTÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS CONTRE L'ASSURÉ AU COURS DE LA PÉRIODE DE GARANTIE OU DE LA PÉRIODE DE PROLONGATION OPTIONNELLE (LE CAS ÉCHÉANT) ET DÉCLARÉES AUX ASSUREURS AU COURS DE LA PÉRIODE DE GARANTIE OU CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE LA CLAUSE X. DE LA PRÉSENTE POLICE. LES MONTANTS ENGAGÉS COMME FRAIS DE DÉFENSE AU TITRE DE CETTE POLICE NE RÉDUIRONT PAS ET NE POURRONT ÉPUISER LE PLAFOND DE GARANTIE, ET SONT ASSUJETTIS AUX RÉTENTIONS.

LA GARANTIE B. DE LA PRÉSENTE POLICE OFFRE UNE ASSURANCE CONTRE LES DOMMAGES SUR LA BASE DES INCIDENTS DÉCOUVERTS ET DÉCLARÉS, ET NE S'APPLIQUE QU'AUX INCIDENTS DÉCOUVERTS POUR LA PREMIÈRE FOIS PAR L'ASSURÉ ET DÉCLARÉS AUX ASSUREURS AU COURS DE LA PÉRIODE DE GARANTIE.

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Nom de la société ou de la personne morale (proposant), y compris les filiales :

(veuillez indiquer le nom complet tel que vous souhaitez qu'il apparaisse sur la police)

Adresse (pas de case postale) :

3. Nombre d'employés : _____

4. Site Web : _____

6. La société est-elle enregistrée au Canada?

OUI NON

2. RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

7. Veuillez fournir une brève description de votre entreprise :

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS

8. POUR CHACUN DES PROPOSANTS, VEUILLEZ FOURNIR LES RENSEIGNEMENTS CI-DESSOUS SUR LES REVENUS BRUTS

	DOUZE (12) DERNIERS MOIS (fin ____ / ____)	ANNÉE PRÉCÉDENTE	ANNÉE PROCHAINE (Estimation)
Revenus en \$ CA :			
Revenus en \$ US :			
AUTRES revenus (veuillez préciser)			
TOTAL :			

9. Quel pourcentage des revenus du proposant est issu de commerce interentreprises? _____ % Directement des consommateurs? _____ %

10. Des changements importants dans la nature ou la taille des activités du proposant sont-ils prévus au cours des douze (12) prochains mois, ou encore de tels changements ont-ils eu lieu au cours des douze (12) derniers mois?

OUI NON

Dans l'affirmative, veuillez préciser :

—
—

11. Le proposant a-t-il, au cours des douze (12) derniers mois, réalisé ou accepté, ou envisage-t-il de réaliser au cours des douze (12) prochains mois, une fusion, une acquisition ou un regroupement, que ces opérations aient été ou soient réalisées ou non?

OUI NON

Dans l'affirmative, veuillez préciser :

—

3. CONFIDENTIALITÉ

12. Le proposant collecte-t-il, traite-t-il ou conserve-t-il des renseignements privés ou personnels dans le cadre de ses activités commerciales? OUI NON

Dans l'affirmative :

1) Indiquer quels sont les renseignements personnels d'identification détenus :

- | | | | |
|---|--------------------------|---|--------------------------|
| Numéros de sécurité sociale | <input type="checkbox"/> | Renseignements de comptes bancaires | <input type="checkbox"/> |
| Renseignements de cartes de crédit | <input type="checkbox"/> | Noms et adresses de personnes | <input type="checkbox"/> |
| Renseignements sur les employés | <input type="checkbox"/> | Adresses courriel | <input type="checkbox"/> |
| Données personnelles sur la santé | <input type="checkbox"/> | Renseignements sur des sociétés tierces | <input type="checkbox"/> |
| Autres (veuillez préciser) : <input type="checkbox"/> _____ | | | |

2) Indiquez le nombre de dossiers tenus par le proposant contenant les renseignements ci-dessus (environ) :

- 20 000 ou moins 20 000 à 50 000 50 000 à 100 000 100 000 à 200 000 Plus de 200 000**

** Si le nombre est supérieur à 200 000, indiquez ici le nombre estimé de dossiers de renseignements personnels d'identification conservés) : _____

13. Le proposant a-t-il désigné un directeur de la protection de la vie privée? OUI NON

Dans la négative, veuillez indiquer quel(s) poste(s) (le cas échéant) est(sont) responsable(s) des questions relatives à la protection de la vie privée : _____

14. Le proposant exige-t-il des tiers avec lesquels il partage des renseignements personnels ou confidentiels qu'ils l'indemnisent de la responsabilité juridique découlant de la divulgation de ces renseignements du fait de toute faute ou négligence du tiers? OUI NON

4. CARTES DE PAIEMENT

15. Le proposant accepte-t-il les cartes de paiement pour les biens vendus ou les services rendus? OUI NON

Dans l'affirmative, le proposant respecte-t-il les normes de sécurité des données applicables (p. ex., la norme de sécurité des données de l'industrie des cartes de paiement)?

OUI NON

1) Veuillez indiquer le pourcentage approximatif des revenus du proposant provenant des transactions par carte de crédit au cours des douze (12) derniers mois :

_____ %

16. Si le proposant ne respecte pas les normes de sécurité des données applicables, veuillez décrire l'état actuel de tout travail de mise en conformité et la date prévue d'achèvement :

17. Les données des cartes de paiement sont-elles cryptées au point de vente (p. ex., lecteur de cartes de paiement ou portail de paiement de commerce électronique) par transmission au processeur de paiement?

OUI NON

5. CONTRÔLE DES SYSTÈMES INFORMATIQUES

18. Le proposant a-t-il désigné un responsable de la sécurité des systèmes informatiques? OUI NON

Dans la négative, veuillez indiquer quel poste est responsable de la sécurité informatique : _____

19. Le proposant publie-t-il et distribue-t-il à ses employés des politiques et procédures écrites en matière d'informatique et de systèmes d'information?

OUI NON

20. Le proposant dispense-t-il une formation aux questions et procédures de sécurité liées à ses systèmes informatiques à tous les employés qui utilisent les systèmes d'information?

OUI NON

21. Le proposant met-il en œuvre une procédure permettant l'installation des mises à jour et des correctifs de logiciels en temps utile?

OUI NON

Dans l'affirmative, les mises à jour et les correctifs sont-ils installés dans les trente (30) jours suivant leur sortie?

OUI NON

22. Le proposant limite-t-il les droits d'utilisation des systèmes informatiques de telle sorte que les personnes (y compris les fournisseurs de services tiers) n'aient accès qu'aux zones du réseau ou aux informations qui leur sont nécessaires pour exercer leurs fonctions?

OUI NON

23. Où le proposant dispose-t-il d'un pare-feu? (Cochez toutes les cases qui s'appliquent).

- En périmètre du réseau En interne, dans le réseau, pour protéger les ressources sensibles

BEAZLEY BREACH RESPONSE (BBR)

24. Laquelle des procédures suivantes le proposant utilise-t-il pour tester les contrôles de sécurité informatique?

Tests :

- Analyse interne de la vulnérabilité
 Analyse de vulnérabilité externe par rapport aux adresses IP orientées vers l'Internet
 Test de pénétration
 Autres (veuillez préciser) _____

Fréquence des tests :

- En continu Mensuel Trimestriel
 En continu Mensuel Trimestriel
 Trimestriel Semestriel Annuel

25. Le proposant dispose-t-il de systèmes de détection d'intrusion dans le réseau qui fournissent des alertes en cas d'intrusion non autorisée dans un système informatique? OUI NON

26. Le proposant stocke-t-il des données dans l'un des environnements suivants, et ces données stockées sont-elles cryptées? (cochez toutes les réponses qui s'appliquent).

- Ordinateurs portables Cryptées Non cryptées
 Supports de données portatifs Cryptées Non cryptées
 Bandes de sauvegarde Cryptées Non cryptées
 « au repos » dans les bases de données informatiques Cryptées Non cryptées

27. Le proposant sous-traite-t-il l'un des éléments suivants? (Cochez toutes les cases qui s'appliquent et veuillez identifier le(s) fournisseur(s))

- Hébergement de centres de données Sécurité gérée Surveillance des journaux d'alerte

6. CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS

28. Le proposant dispose-t-il des éléments suivants :

- 1) Un plan de reprise après catastrophe? OUI NON Date du dernier test : _____
2) Un plan de continuité des activités? OUI NON Date du dernier test : _____
3) Un plan de réaction aux intrusions sur le réseau et aux incidents liés aux virus? OUI NON Date du dernier test : _____

29. Si le proposant dispose d'un plan de continuité des activités, ce plan contient-il des objectifs en matière de délai de rétablissement pour la période au cours de laquelle les processus et la continuité des activités doivent être rétablis? OUI NON

30. Détails concernant les procédures de sauvegarde :

- Les sauvegardes sont-elles effectuées quotidiennement? OUI NON
Les sauvegardes sont-elles stockées dans un environnement séparé ou sans réseau? OUI NON
Les sauvegardes sont-elles cryptées? OUI NON
L'intégrité des sauvegardes est-elle régulièrement testée? OUI NON

Dans la négative, veuillez préciser :

7. RESPONSABILITÉ MÉDIA

31. Veuillez indiquer les activités médiatiques du proposant ou de tiers au nom du proposant :

- Télévision Radio
 Impression Site(s) Web du proposant
 Publicité sur Internet Médias sociaux
 Matériel promotionnel Diffusion vidéo ou audio en continu

32. Le proposant dispose-t-il d'un processus d'examen formel pour s'assurer que tout contenu (y compris le contenu numérique) respecte la propriété intellectuelle et la vie privée avant qu'il ne soit publié, diffusé, distribué ou utilisé? OUI NON

33. Le proposant dispose-t-il d'un processus d'examen des contenus avant de les publier sur le site Web de l'Assuré ou sur les pages de médias sociaux créés et gérés par ou au nom de l'Assuré? OUI NON

Dans l'affirmative, l'examen est-il effectué par un avocat qualifié? OUI NON

34. Le proposant autorise-t-il l'affichage de contenus générés par l'utilisateur sur son ou ses sites Web? OUI NON

8. CYBERCRIMINALITÉ

35. Tous les employés chargés de déboursier ou de transmettre des fonds reçoivent-ils, au moins une fois par année, une formation anti-fraude comprenant la détection de l'ingénierie sociale (instructions frauduleuses), de l'hameçonnage, de la compromission des courriels d'affaires et d'autres escroqueries? OUI NON

36. Avant de traiter les demandes de transfert de fonds provenant de sources internes, le proposant confirme-t-il les instructions par une méthode autre que la méthode initiale? OUI NON

37. Les procédures du proposant exigent-elles que toutes les demandes soient examinées par un superviseur ou un approbateur de niveau supérieur avant de traiter les instructions de transfert de fonds? OUI NON

38. Lorsqu'un vendeur ou fournisseur fait toute demande de modification des coordonnées de compte (numéros d'acheminement, numéros de compte, numéros de téléphone ou autres coordonnées) et avant de procéder à la modification :

1. Le proposant confirme-t-il d'abord toutes les modifications demandées par le vendeur ou le fournisseur auprès d'une personne autre que le proposant avant de procéder à la modification? OUI NON

2. Le proposant confirme-t-il les modifications demandées par une méthode autre que la méthode initiale? OUI NON

39. Les processus et procédures du proposant exigent-ils l'examen de toutes les demandes par un superviseur ou un approbateur de niveau supérieur? OUI NON

9. RÉCLAMATIONS ET CIRCONSTANCES ANTÉRIEURES

40. Le proposant, toute autre personne à assurer, ou tout administrateur, dirigeant ou employé du proposant ou de toute autre personne à assurer, a-t-il connaissance ou dispose-t-il d'informations concernant un fait, une circonstance, une situation, un événement ou une opération pouvant donner lieu à une réclamation ou à une perte, ou à l'obligation de fournir une notification d'atteinte à la vie privée dans le cadre de l'assurance proposée? OUI NON

Dans l'affirmative, veuillez fournir tous les détails :

41. Au cours des cinq (5) dernières années :

1) Le proposant a-t-il reçu des réclamations ou des plaintes concernant la protection de la vie privée, la violation de la sécurité des informations ou des réseaux, ou la divulgation non autorisée d'informations? OUI NON

2) Le proposant a-t-il fait l'objet d'une action, d'une enquête ou d'une assignation à comparaître d'un gouvernement concernant la violation présumée d'une loi ou d'un règlement sur la vie privée? OUI NON

3) Le proposant a-t-il notifié les consommateurs ou tout autre tiers de tout incident de violation de données impliquant le proposant? OUI NON

4) Le proposant a-t-il fait l'objet d'une demande d'extorsion réelle ou d'une tentative d'extorsion concernant ses systèmes informatiques? OUI NON

Dans l'affirmative, veuillez fournir tous les détails des actions, notifications, enquêtes ou assignations à comparaître :

Sans préjudice à tout autre recours dont dispose l'assureur, il est entendu que, si l'un ou l'autre des éléments décrits ci-dessus venait à se savoir, toute demande écrite ou procédure civile en dommages-intérêts compensatoires qui en découlerait ultérieurement serait exclue de la garantie offerte par l'assurance proposée

AVIS CONCERNANT LES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

En souscrivant à une assurance auprès de Beazley Canada Limitée, le client consent à ce que Beazley recueille, utilise et communique des renseignements personnels à son égard, y compris tout renseignement recueilli par le passé, aux fins suivantes :

- communiquer avec les assureurs;
- souscrire des polices d'assurance;
- évaluer des réclamations;
- détecter et prévenir la fraude;
- analyser des résultats commerciaux;
- toute autre fin exigée ou autorisée par la loi.

Aux fins définies ci-dessus, les renseignements personnels peuvent être divulgués aux sociétés liées ou affiliées de Beazley et à ses fournisseurs de services.

Pour de plus amples renseignements sur la politique de Beazley en matière de protection des renseignements personnels, vous pouvez communiquer avec l'agent de la protection de la vie privée de Beazley au 416-601-2155.

DÉCLARATION DE GARANTIE

Le soussigné garantit qu'à sa connaissance, les déclarations fournies dans la présente proposition d'assurance sont exactes. Le soussigné garantit également qu'aucun fait important n'a été supprimé ou déformé.

Si les renseignements fournis dans la présente proposition devaient changer entre sa date de soumission et la date d'effet de la police, le soussigné garantit qu'il signalera immédiatement ces changements à l'assureur.

La signature de cette proposition n'engage pas le soussigné à souscrire l'assurance, ni l'assureur à l'accorder. Toutefois, si l'assureur accorde et émet une police, la présente proposition servira de base à ce contrat. Elle sera alors jointe à la police et en fera partie intégrante.

SIGNATURE :
(Représentant agréé)

DATE : _____

NOM (en caractères d'imprimerie) :

TITRE/POSTE : _____